

La France et l'Italie en faillite en avril-mai 2022

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 26 janvier 2021



La Bourse de Paris a fini la semaine dans le rouge, préoccupée par la crise sanitaire. Les marchés préfèrent voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide, mais commencent à se poser des questions. Dans un contexte de valorisation élevée des actions, les Bourses semblent mûres pour une correction si les vaccins déçoivent, car il n'y a pas de plan B, ou si les variants anglais et brésiliens de la pandémie s'avèrent plus contagieux et mortels. **Le véritable danger, c'est cependant la dette des États qui augmente d'une façon exponentielle avec la politique du « quoi qu'il en coûte ».**

Le ministre des Comptes publics Olivier Dussopt reconnaît que « *le niveau des dépenses actuelles n'est pas soutenable dans le temps* ». Le FMI exhorte le gouvernement français à préparer un plan pour réduire les dépenses, une fois que la reprise économique sera installée, afin de diminuer la dette. **Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, estime que la dette publique française sera supérieure à 100 % du PIB pendant « dix ans au moins » alors qu'elle s'élèvera à 122,4 % minimum du PIB, fin 2022. La dette des entreprises françaises est au plus haut, à 155,3 % du PIB, contre 60,5 % en Allemagne.**

Aux États-Unis, la dette américaine approche les 28.000 milliards de dollars. Durant les quatre années de présidence Trump, la dette américaine s'est creusée de plus de 7.000 milliards de dollars. [Joe Biden](#) semble parti pour faire beaucoup mieux. Le ratio d'endettement du monde a atteint un record de 365 % du PIB mondial, contre 320 % à mi-2019, rendant le système hypersensible à toute modification des coûts d'emprunts. Jean-Claude Trichet vient de préfacer un livre [La Dette. Potion magique ou poison mortel ?](#) : parier sur des taux d'intérêt faibles à long terme lui paraît dangereux et d'une grande naïveté. La dette française se vend comme des petits pains, mais jusqu'à quand ? s'interroge l'AFP. La charge de 39 milliards d'euros d'intérêts a représenté 1,6 % du PIB, en 2020, mais la croissance négative de -10 % du PIB était dans l'impossibilité de la payer !

Jusqu'à quand pourrons-nous dépenser des milliards sans compter ? s'interroge aussi Agnès Verdier-Molinié dans son dernier ouvrage [La France peut-elle encore tenir longtemps ?](#) : elle estime le coût de la suradministration française à 84 milliards d'euros. Macron avait promis de réduire le nombre de fonctionnaires de 120.000, mais il a embauché, jusqu'à ce jour, 129.000 agents supplémentaires. Il faut travailler plus, réduire notre modèle social, réduire le train de vie de l'État, repousser l'âge de la retraite, réduire les effectifs du secteur public, nonobstant le coût de l'invasion migratoire de 80 milliards d'euros et celui de la fraude des prestations sociales de 50 milliards d'euros.

Le gouvernement français sera, un jour, obligé de sous-indexer les retraites, selon le très officiel Comité des retraites, voire de les diminuer, ou d'augmenter les impôts ou de prélever sur les dépôts bancaires, comme Giuliano Amato en Italie, en 1992, ou bien, comme l'ont déjà proposé les députés PS, de prélever sur les 1.800 milliards d'euros de l'assurance-vie pour les encours supérieurs à 30.000 euros. La

dette française s'élève à environ 2.800 milliards d'euros, mais en fait à 7.000 milliards d'euros si l'on ajoute les engagements hors bilan, soit trois fois le PIB de la France.

La BCE, qui détient déjà la moitié des obligations souveraines européennes, va continuer à financer les dettes publiques jusqu'en mars 2022, mais suite à la pression des pays sérieux tels que l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, elle mettra alors fin à la politique des taux négatifs et de rachat des dettes publiques. Le programme d'achat pour la pandémie (PEPP) s'élève à 1.850 milliards d'euros jusqu'à mars 2022, et le « QE » est de 20 milliards d'euros par mois sans limite de temps, pour l'instant. **La BCE contrôlera donc les taux d'émission de la France et de l'Italie jusqu'à mars 2022, mais ensuite, ce sera sans doute « sauve qui peut et chacun pour soi ! »**

Quant à l'Italie, c'est la France en pire, déjà au bord de l'effondrement, avec 650.000 décès et moins de 400.000 naissances, une dette publique, fin 2021, proche de 160 % du PIB, une immigration qui explose, des hôpitaux débordés, une paupérisation en cours des populations, 390.000 entreprises qui ont déjà déposé le bilan en 2020, et une coalition gouvernementale sur le point d'implorer.

Marc Rousset

<https://www.bvoltaire.fr/la-france-et-litalie-en-faillite-en-avril-mai-2022/>